

BOSANGI

Le Magazine trimestriel de l'environnement Avril - Mai - Juin 2020

Numéro 62

Traitement des déchets DU DÉPOTOIR À CIEL OUVERT À LA DÉCHARGE CONTRÔLÉE



Coronavirus
UNE PANDÉMIE QUI CONFINE LA PLANÈTE

BOSANGI

Le Magazine trimestriel de l'environnement Avril - Mai - Juin 2020

Numéro 62

Traitement des déchets DU DÉPOTOIR À CIEL OUVERT À LA DÉCHARGE CONTRÔLÉE



Coronavirus
UNE PANDÉMIE QUI CONFINE LA PLANÈTE



Par Michel NGAPANOUN

L'humanité est-elle en train de payer au prix fort le désir effréné de quelques-uns à faire du profit à tout prix ? Eux qui ont tiré de la terre le maximum qu'elle pouvait donner pour protéger les hommes.

Il a été démontré que la réduction de la biodiversité a privé la planète de ses défenses immunitaires et du coup l'expose à toutes sortes d'agression. Le coronavirus n'est pas une pandémie comme les autres, car elle s'attaque aux sociétés en les obligeant à défaire le lien social qu'elles ont mis tant de mal tisser. Aujourd'hui le maître mot est le confinement. Un enfermement sur soi. La suppression de tout rassemblement. La fermeture des établissements jugés « inutiles » comme les bars, les restaurants, les salles de concerts, l'annulation des manifestations sportives, ces grands rassemblements dont Pierre de Coubertin disait qu'elles étaient des creusets de socialisation, de rencontres entre les peuples. Une manière de promouvoir le vivre ensemble, de défendre le droit à la différence et de magnifier l'excellence. Avec la pandémie, la terminologie guerrière et répressive reprend le

COVID-19 : UNE PANDEMIE QUI BOULEVERSE LA VIE SOCIALE

dessus et Dieu seul sait ce que produiront sur le plan sociétal les décisions de confinement, la fermeture des frontières. Fini les principes élémentaires des droits de l'homme ? Le droit d'aller où l'on veut et comme on veut ?

Il y a quelques mois à peine, c'était la tragédie des migrants qui mourraient en pleine mer, jetés par des passeurs peu scrupuleux dans les océans affolés par tant de misère. Et maintenant ? Qui va encore charger les bateaux de la mort ? Qui va oser traverser les barrières

n'ont cessé de dénoncer en criant au danger.

Aujourd'hui, face à une telle pandémie dont il ne fait aucun doute qu'elle est le prolongement de toutes ces catastrophes que l'homme a causées par vanité ou à cause de l'appât du gain ou pire par simple égoïsme, la planète doit resserrer les liens de solidarité.

Le mythe de Sisyphe semble être enclenché et le puissant rocher peut désormais écraser les certitudes des hommes. Comme à son accoutumée, votre magazine, lanceur d'alertes des errements de la planète, revient longuement sur les glissements et errements de la terre.

Il ouvre un dossier sur une question-clé : comment exploiter les sites qui reçoivent nos déchets, cette matière première secondaire, riche de nouvelles promesses d'un développement durable ? Comment traiter ceux-ci ? Autant de questions dont on peut penser qu'elles n'ont rien à voir avec cette tragique pandémie qui remet les pendules à l'heure où au fond devant la mort tous les hommes et les femmes sont égaux.

Personne n'est épargné : ni par sa fortune, ni par sa position sociale ou géographique. Il reste cependant qu'il y a des pays voire un continent plus exposés que les autres. Comme les pays dits en voie de développement. C'est-à-dire la plupart des pays africains. Alors il y a un impératif de vigilance. Un devoir de responsabilité et une conscience aiguë de la sauvegarde du futur pour nos enfants.

Aujourd'hui, face à une telle pandémie dont il ne fait aucun doute qu'elle est le prolongement de toutes ces catastrophes que l'homme a causées par vanité ou à cause de l'appât du gain ou pire par simple égoïsme, la planète doit resserrer les liens de solidarité.

imposées par la pandémie ?

En revenant sur cette question, votre magazine vous plonge au cœur d'un débat et des enjeux de société. Il met le doigt sur l'engrenage des dérèglements de l'environnement liés au réchauffement de la planète. Ce réchauffement dont on connaît les causes et que les activistes écologistes et autres citoyens favorables à la terre

Bosangi

Une publication de Hysacam
B.P. : 1420 Douala.
Tél. : +237 233 37 44 14
Fax : +237 233 37 47 73
B.P. : 781 Yaoundé
Tél. : +237 222 22 13 79
Fax : +237 222 22 53 44

Directeur de publication
Michel NGAPANOUN

Rédacteur en chef
Garba AHMADOU

Secrétaire de rédaction
Innocent EBODE
Ont participé à ce numéro :
Jean Loïc AMOUGOU, Eric Vincent FOMO,
Jator NJENYU, Boris NGOUNOU, Jean
Célestin EDJANGUE, Janvier NGWANZA
OWONO

Direction artistique
Valentin OMBIBI
Marque Plus
Tél : +237 696 69 84 02
marqueplus@yahoo.com

Impression : Print Industry
Tél : +237 233 42 63 93

Sommaire



6-9

Actualité

- 6 8 mars 2020 au Cameroun, par ici le bilan, *Eric Vincent FOMO*
- 7 Cameroun, des supers maires en lieu et place des délégués, *Boris NGOUNOU*
- 8-9 Coronavirus, une pandémie qui confine la planète, *Jean-Célestin EDJANGUE*

11-18

Dossier

DE L'ENFOUISSEMENT SOMMAIRE AUX CENTRES DE TRAITEMENTS DES DÉCHETS

Au carrefour de plusieurs enjeux de civilisations, de société et de développement, ce site où l'on déverse les déchets, ce que l'on en fait, est un miroir du rapport de l'homme à son environnement. De nombreuses choses ont changé et la manière même de désigner ces endroits où l'on décharge les déchets, le statut même du déchet et l'économie circulaire ont permis les mutations tant au niveau conceptuel que des infrastructures qui accueillent les déchets. Bosangi vous ouvre les yeux sur ce dossier brûlant.

- 11 Déchetterie, décharge, centre d'enfouissement...
La danse des mots, Eric Vincent FOMO
- 12-13 De la décharge au CTD : les déchets à plusieurs enjeux,
Jean-Célestin EDJANGUE
- 14 Incendies sur les décharges, causes multiples, *Jean Loïc AMOUGOU*
- 15 Most dangerous dumpsite accident in Africa, *Jator NJENYU*
- 16 Les projets MDP au Cameroun, les deux centrales de captage et de traitement de biogaz d'Hysacam, *Boris NGOUNOU*
- 17-18 Des sites aménagés en parcs de loisirs en Corée du sud,
Jean-Célestin EDJANGUE

10





21

Exit les délégués du gouvernement. Place aux autorités élues au suffrage universel indirect pour un mandat de cinq ans.

20-21

Evènement

1. Women's Day Attacks in Bamenda and Galim, five suspects jailed, *Jator NJENYU*
2. Gouvernance locale, l'ère des supers maires, *Eric Vincent FOMO*

22-23

Nouvelles d'ailleurs

Kampala to become clean, *Jator NJENYU*

24

Réflexions

Gestion des Ctd au Cameroun, ce qui change avec le nouveau code électoral, *Boris NGOUNOU*

25-26

Regards

L'AFRIQUE, un marché d'avenir pour l'énergie dite propre ?
Jean-Célestin EDJANGUE

28-29

Portrait

Alassane Dramane Ouattara, The Man of Surprises, *Jator NJENYU*

30-31

Hommage

MANU DIBANGO, *Jean Loïc AMOUGOU*

Mort d'une légende

32

Carte postale

KAMPALA (OUGANDA)

33

Note de lecture

Lutte contre les changements climatiques en Afrique, les medias en première ligne, *Eric Vincent FOMO*

34

Forum des lecteurs



28

ALASSANE DRAMANE OUATTARA

Ivory Coast's President Alassane Ouattara has stunned his critics by announcing that he will not run for a third term, putting pressure on other regional leaders to follow his example, writes the BBC Newsday's James Copnall from the main city, Abidjan.



30

MANU DIBANGO

Mort d'une légende

Cameroun

DES SUPERS MAIRES EN LIEU ET PLACE DES DÉLÉGUÉS

Les villes camerounaises ayant régime de communauté urbaine, connaissent une ère nouvelle depuis le 3 mars 2020. Le jour où les délégués du gouvernement, personnalités nommées à la tête de ces villes par décret présidentiel, ont été remplacés par des élus locaux : des super maires.

Boris NGOUNOU



C'est un fait historique au Cameroun, consacré par la loi du 24 décembre 2019, portant Code général des collectivités territoriales décentralisées. À l'exception de la ville de Buéa, chef-lieu de la région du Sud-ouest, tous les chefs-lieux de région, ainsi que les villes de Limbe et Kumba dans le sud-ouest, Nkongsamba et Edéa dans le littoral et Kribi dans le sud, ont désormais à leurs têtes des supers maires. Ils ont pour la plupart été élus le 3 mars 2020, pour un mandat de 5 ans renouvelable. Le corps électoral était constitué par l'ensemble des conseillers municipaux des communes d'arrondissements que compte chaque ville, lesquels avaient été élus lors du double scrutin municipal et législatif du 9 février 2020.

Les tout premiers maires des villes au Cameroun sont au nombre de 14, autochtones de la région de rattachement de leur ville respective, ils ont quasiment les mêmes prérogatives que leurs prédécesseurs. Et ceux des villes cosmopolites ont beaucoup plus de défis

à relever. Dans les capitales Yaoundé et Douala, qui frôlent chacune les 2 millions d'habitants selon le Bureau central des Recensements et des Études de la Population, les problèmes d'urbanisation (mobilité, logement, accès à l'eau potable et à l'électricité, santé et environnement) sont exacerbés par l'augmentation accélérée de la population. Lors de la visite au Cameroun, de Stéphanie Rivoal, la Secrétaire générale du 28e Sommet Afrique-France consacré cette année à la ville durable, les autorités ont révélé qu'un flux moyen de 200 personnes arrivait chaque jour à Yaoundé, et ce depuis la montée des violences liées à la crise séparatiste qui secoue les régions du nord-ouest et du sud-ouest.

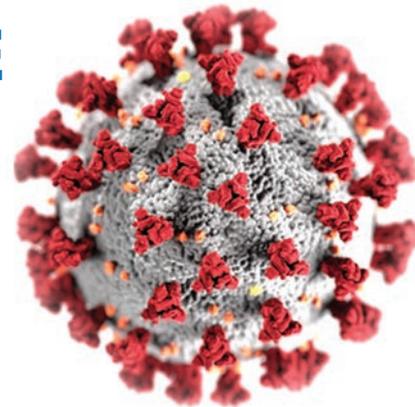
Les super maires, l'une des solutions à la crise anglophone

L'élection des super maires à la tête des villes du Cameroun est l'une des résolutions phares du « grand dialogue national », tenu du 30 septembre au 4 octobre 2019 à Yaoundé. Ces assises nationales avaient plaidé entre autres,

pour l'accélération du processus de décentralisation et la suppression du poste de délégué du gouvernement. S'inscrivant dans cette logique, le parlement a examiné et adopté le projet de loi portant Code général des collectivités territoriales décentralisées. Et c'est conformément à ladite loi, promulguée par le chef de l'État le 24 décembre 2019, que les villes ont désormais à leurs têtes des élus locaux. La loi du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées vise notamment la résolution de la crise séparatiste qui a éclaté dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest depuis 2016. Ces régions bénéficient dès lors d'un statut spécial. Dans les faits, la loi pose les fondements à la création d'un gouvernement et d'un parlement pour la zone anglophone. Plus spécifiquement, cette loi tient compte de l'héritage linguistique et des particularités liées aux systèmes éducatif et judiciaire d'inspiration anglo-saxonne avec notamment la « common law ».

Coronavirus

UNE PANDEMIE QUI CONFINE LA PLANETE



Parti de Chine, en décembre 2019, le virus responsable du COVID-19, une maladie qui attaque les voies respiratoires parfois jusqu'à la mort, se propage comme une traînée de poudre, nécessitant de l'organisation de la riposte, à l'échelle mondiale. La « guerre » est déclarée contre cet ennemi invisible, mais clairement identifié.

Jean-Célestin EDJANGUE

Les populations barricadées. Les établissements scolaires et universitaires, fermés. Les transports, terrestres, aériens et maritimes au ralenti voire arrêts. Les salles de spectacles et de sports vidées. Les compétitions sportives, nationales et internationales, suspendues. La main d'oeuvre des entreprises allégée. L'économie asphyxiée. Les relations humaines, oubliées. Pas de geste d'amour, de fraternité, d'embrassade, de poignée de main...L'effet sceptique devient panique. Il faut apprendre à vivre différemment, à faire preuve d'imagination pour montrer aux personnes qui nous sont chères qu'on les aime. Et aucun pays, aucun continent n'est épargné, même si au début, l'Asie, l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique semblaient particulièrement concernés, par rapport à l'Afrique.

« Nous sommes en guerre », selon l'expression du président de la République française, Emmanuel Macron, dans une allocution remarquée à la télévision nationale, lundi 16 mars, à 20 heures. En guerre contre un ennemi invisible, imprévisible, surprenant, contre qui la mobilisation générale, de tous, est requise, à commencer par les Etats, le corps médical et de santé, les organismes de sécurité... Un ennemi qui requiert tous les moyens nécessaires et la collaboration totale des citoyens pour espérer venir à bout. Un ennemi dont on connaît parfaitement le nom : le coronavirus. Une drôle de famille de virus qui peut s'avérer difficilement traitable, irrespirable, voire rapidement mortel.

« Une menace inédite »

Les coronavirus doivent leur nom à la forme de couronne qu'ont les protéines qui les englobent. C'est un groupe de virus, un agent infectieux nécessitant un hôte, généralement une cellule, dont il a besoin pour se répliquer, causant des maladies chez les mammifères et les oiseaux. Chez l'homme, ce virus provoque les infections des voies respiratoires, plus souvent bénignes comme le rhume. Mais des formes plus complexes de la maladie,

comme le SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère), le MERS (syndrome respiratoire Moyen-Orient) et le SARS-CoV-2, agent responsable de la pandémie « COVID-19 », affectent aussi les systèmes gastro-intestinaux, cardiaques et nerveux, parfois jusqu'à la mort. Le 11 mars, l'OMS qualifie l'épidémie du Covid-19 de « pandémie », mettant ainsi en avant le caractère dangereux de la maladie et probablement aussi le niveau de surprise qu'elle provoque, aux yeux des scientifiques, du fait de son imprévisibilité, de la vitesse avec laquelle évolue le virus, poussant de nombreux pays à prendre des mesures exceptionnelles. « Ce coronavirus constitue une menace sans précédent, a ajouté le patron de l'institution ce mercredi (le 18 mars 2020 nldr). Mais c'est aussi une occasion sans précédent de nous rassembler contre un ennemi commun, un ennemi de l'humanité», affirmait l'Organisation mondiale de la santé. « Plus de 200 000 cas ont été signalés à l'OMS et plus de 8 000 personnes ont perdu la vie dont un enfant », a indiqué le mercredi, 18 mars, le directeur général de l'OMS, l'Ethiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors d'une conférence de presse virtuelle, soulignant que plus de 80% des cas ont été recensés en Europe et dans le Pacifique occidental. Il a aussi déclaré en direction du berceau de l'humanité : « Le meilleur conseil pour l'Afrique est de se préparer au pire et de se préparer dès aujourd'hui », ajoutant que « Ce coronavirus constitue une menace sans précédent. Mais c'est aussi une occasion sans précédent de nous rassembler contre un ennemi commun, un ennemi de l'humanité »

Selon l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), un établissement public français à caractère scientifique et technologique, qui œuvre depuis 1964 dans la recherche médicale, ce n'est pas la première fois qu'un coronavirus fait parler de lui. « Jusqu'en 2002, les coronavirus n'étaient vu comme un problème que pour les personnes immunodéprimées et les nourrissons,

susceptibles de développer des complications respiratoires de type pneumonie en cas d'infection. Pour les autres, au pire des cas, c'était paracétamol et mouchoirs ! », explique l'établissement scientifique, avant de poursuivre : « Et puis il y a eu le Sars-CoV, un nouveau coronavirus apparu en Chine, qui a non seulement acquis le super pouvoir de se transmettre de l'animal à l'Homme puis d'Homme à Homme, mais aussi celui de déclencher une détresse respiratoire aiguë, voire le décès des personnes infectées ».

« Un COVID-19 particulièrement agressif »

Tout est parti de Chine, en décembre 2019. Une épidémie de pneumonie d'allure virale d'étiologie inconnue, est déclarée dans la ville de Wuhan, province de Hubei. Personne ne doute alors que dès le 9 janvier 2020, cette épidémie correspond en réalité à la découverte d'un nouveau coronavirus, d'abord appelé 2019-nCoV puis SARS-CoV2, proche d'un virus détecté chez la chauve-souris, mais totalement différent des autres familles de coronavirus enregistrées par le passé. L'annonce est faite officiellement par les autorités chinoises de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui remarquent par ailleurs que ce nouveau virus est l'agent responsable de cette nouvelle pathologie infectieuse respiratoire qu'on va finalement appeler COVID-19 (Corona Virus Disease). La maladie se propage très vite à travers le monde. Si la Chine connaît un pic épidémique de janvier à février 2020, la situation épidémique s'étend sur le reste de l'Asie, en Corée du Sud, dès la dernière semaine de février, puis au Japon et à Singapour, avant l'apparition de nouveaux foyers en Iran, en Italie. Des foyers de contagion sans liens attestés avec des cas observés en Chine. Situation d'autant plus désarmante qu'au moment où s'opèrent ces nouveaux développements à l'extérieur des frontières chinoises, la Chine, elle, semble mieux maîtriser les choses désormais.

Comme l'indique l'annonce, faite par les autorités chinoises, le 9 mars, de la réouverture des lieux publics et la fermeture des hôpitaux de campagne. Le lendemain, le 10 mars, tous les pays de l'Union européenne sont touchés par le COVID-19 et le 11 mars, le COVID-19 est reconnu comme « pandémie ». La première provoquée par un coronavirus. Une vraie découverte, qui surprend d'autant, les spécialistes de l'Organisation mondiale de la santé, étonne les virologues et infectiologues, obligés d'avancer pas à pas, étape par étape, dans la connaissance de la pathologie. Une connaissance nécessaire si l'on veut rapidement éradiquer la pandémie.

L'Afrique frappée à son tour

Le continent a longtemps été épargné par l'épidémie. L'Afrique doit, à son tour, affronter la pandémie. Les pays s'organisent tant bien que mal. La Côte d'Ivoire, à l'issue du Conseil national de sécurité tenu le 16 mars, a pris 13 mesures dans ce sens : interdictions de rassemblements de population de plus de cinquante personnes, fermeture des boîtes de nuit, cinémas et salles de spectacle, suspension pour au moins 15 jours des événements sportifs et culturels. En outre, l'entrée sur le territoire des voyageurs non-nationaux en provenance des pays ayant plus de 100 cas confirmés est suspendue pour au moins 15 jours. Les Ivoiriens de retour au pays ainsi que les résidents permanents non ivoiriens seront soumis à une quarantaine de 14 jours dès leur arrivée. La quarantaine est d'ailleurs rendue obligatoire pour les cas suspects et les contacts des malades. Par ailleurs, tous les établissements scolaires sont fermés depuis le 17 mars, et ce, pendant 30 jours, alors que les boîtes de nuit, des cinémas et des lieux de spectacle le sont pour une période de 15 jours renouvelables. Les rassemblements des populations de plus de 50 personnes sont interdits pendant au moins deux semaines, depuis le 18 mars, de même sont suspendus tous les événements sportifs et culturels nationaux et internationaux pendant la même durée. Enfin, ouverture des sites équipés de prise en charge vont être ouverts dans une douzaine de villes de province et des sites supplémentaires vont être installés à Abidjan et mise en place de la « gratuité totale du diagnostic et de la prise en charge de tous les cas suspects et confirmés de Covid-19 ». Le Sénégal a ajouté à ces mesures, la suspension des lignes aériennes pour 30 jours depuis et vers certains pays, pour faire face à la pandémie de coronavirus : la France, l'Espagne, la Belgique, le Portugal, l'Algérie et la Tunisie. Le Tchad a lui aussi

fermé ses lignes internationales, et au Cameroun, les autorités « recommandent », sans l'imposer formellement, un confinement de 14 jours à toute personne en provenance de pays à risque, en plus de toutes les autres mesures classiques. Dans les aéroports de Douala et Yaoundé, des cordons sanitaires ont été mis en place : une prise de température, et une fiche à remplir pour tous les passagers, afin de retrouver et suivre les personnes ayant voyagé avec des malades confirmés. Au Nigéria, les autorités misent sur les moyens financiers conséquents pour endiguer la pandémie du COVID-19. Dans cette optique, la Banque centrale du Nigeria prévoit un fonds de 163 millions de dollars et de réduire les taux d'intérêt de certains prêts bancaires centraux à 5 % par an, contre 9 % pendant un an.

Les approches globalement semblables, même si chaque pays tente d'adapter les mesures adoptées à son environnement socio culturel. Reste la question des moyens et des infrastructures qui va inévitablement se poser, notamment dans la phase 3 de la pandémie. Phase durant laquelle, il y a souvent un afflux massif des malades dans des structures hospitalières et une prise en charge conséquente. En Europe, des pays comme l'Italie, l'Espagne ou la France, ont enregistré deux à trois fois plus de décès, lors de cette phase, en dépit de la qualité des infrastructures disponibles.

Recherches : course sur les traitements et vaccins

Comme lors de l'apparition de chaque pandémie, la compétition scientifico-étatique, confinant à une guerre de laboratoires, sur le coronavirus est lancée. Cette chasse au virus du COVID-19 vise à accélérer les recherches pour trouver les traitements et vaccins. Et à ce jeu du chat et de la souris, les Etats-Unis ont annoncé, lundi 16 mars 2020, qu'un premier essai clinique est en cours, un vaccin étant dans sa dernière phase d'essais cliniques. « Cela va être beaucoup d'essais, beaucoup d'erreurs, mais nous avons beaucoup d'options à explorer », affirme Benjamin Neuman, virologue à la Texas A&M University-Texarkana. Le vaccin se nomme mRNA-1273 et a été développé par des scientifiques des Instituts nationaux de santé américains (NIH) et de l'entreprise de biotechnologies Moderna, basée à Cambridge dans l'Etat du Massachusetts. Ils espèrent une disponibilité d'ici 12 à 18 mois. Le pari vaut vraiment la peine d'être tenté, puisque jamais un vaccin très efficace contre un membre de la famille des coronavirus n'a été conçu pour les humains. En France, plusieurs essais ont été effectués à partir de la Chloroquine, un

antipaludique, avec beaucoup d'espoir. La chloroquine est utilisée depuis plusieurs décennies et commercialisée notamment sous le nom de Nivaquine. Ce traitement est souvent recommandé lorsqu'on prévoit de se rendre en zone infestée par le parasite du paludisme, transmis par les moustiques.

« Les essais de Chloroquine, menés à Marseille pour soigner les malades atteints du COVID-19 sont prometteurs, et vont être étendus », a indiqué le gouvernement d'Emmanuel Macron, le 17 mars 2020. « J'ai pris connaissance des résultats et j'ai donné l'autorisation pour qu'un essai plus vaste par d'autres équipes puisse être initié dans les plus brefs délais sur un plus grand nombre de patients », a indiqué lors d'une conférence de presse téléphonique le ministre de la Santé Olivier Véran, précisant que ces essais "ont déjà commencé à Lille je crois". Quant au professeur Didier Raoult, qui teste la chloroquine à l'Institut hospitalo-universitaire de Marseille, il affirmait dès lundi, 16 mars, que « son effet contre le coronavirus était spectaculaire avec la disparition du virus en six jours auprès des trois quarts des patients ». Mais la réputation de fantaisie, qu'il traîne aux yeux de l'ordre des Médecins, en France, pourrait justifier les réserves de plusieurs experts appelant à la prudence en l'absence d'études plus poussées, surtout que la Chloroquine peut provoquer des effets indésirables qui peuvent être graves, notamment en cas de surdosage. Quoi qu'il en soit, la guerre contre le coronavirus est bien lancée, avec à terme, l'espoir de dompter définitivement un ennemi invisible, à l'œil nu, et qui s'attaque à la planète entière.

Encadré- Précautions/Prévention

Les mesures adoptées par les autorités françaises :

- S'abstenir de toute sortie non indispensable dans un lieu public.
- Ne participer à aucun regroupement, qu'il soit de nature professionnelle, sociale ou familiale.
- Eviter tout contact avec des personnes vulnérables (femmes enceintes, malades chroniques, personnes âgées...).
- Eviter de fréquenter de lieux où se trouvent des personnes fragiles (hôpitaux, maternités, structures d'hébergement pour personnes âgées...).

Les gestes barrières sont efficaces :

- Se laver les mains régulièrement (eau + savon) ou utilisez une solution hydro alcoolique.
- Tousser ou éternuer dans votre coude, ou dans un mouchoir.
- Utiliser des mouchoirs à usage unique (et les jeter à la poubelle après le premier usage).
- Saluer sans serrer la main, sans embrassades.
- Conserver une distance d'au moins 1,5 mètre avec tout interlocuteur.

DOSSIER

DE L'ENFOUISSEMENT SOMMAIRE AUX CENTRES DE TRAITEMENTS DES DECHETS

Au carrefour de plusieurs enjeux de civilisations, de société et de développement, ce site où l'on déverse les déchets, ce que l'on en fait, est un miroir du rapport de l'homme à son environnement. De nombreuses choses ont changé et la manière même de désigner ces endroits où l'on décharge les déchets, le statut même du déchet et l'économie circulaire ont permis les mutations tant au niveau conceptuel que des infrastructures qui accueillent les déchets . Bosangi vous ouvre les yeux sur ce dossier brûlant.



De la décharge au CTD : LES DECHETS A PLUSIEURS ENJEUX

La gestion des déchets est une opération qui se déroule en plusieurs phases, depuis la collecte jusqu'à la valorisation via la décharge et le traitement. Chacune des étapes est un enjeu majeur pour la protection de l'environnement et le développement durable. En ligne de mire, la transition écologique.



Jean-Célestin EDJANGUE

Même si la définition peut varier d'une culture à l'autre, on admet généralement qu'un déchet est un objet en fin de vie ou une substance physiquement ou chimiquement altérée, ne présentant plus d'utilité, ou destiné à l'élimination. Le mot vient de l'ancien français *déchiet* ou *déchié*, qui désigne « la quantité perdue dans l'usage d'un produit », ce qui en reste après son utilisation.

Tout commence par la production et se termine par la valorisation, en passant par l'entrepôt dans une décharge et la valorisation. La gestion des déchets est une activité au carrefour de plusieurs enjeux. Une décharge, lorsqu'elle est agréée, reconnue par les autorités compétentes, peut être définie comme une installation de stockage de déchets soumise à autorisation. Elle implique diverses modalités réglementaires d'exploitation, dans l'optique de la maîtrise des impacts, sur l'homme et l'environnement, de ce procédé de traitement des ordures.

Mais la décharge peut aussi être sauvage, non agréée. Elle devient alors un dépôt clandestin de déchets initié par des particuliers ou des entreprises, sans autorisation communale, et sans autorisation préfectorale, au titre de la législation sur les installations classées. On y retrouve amassés, pêle-mêle, les ordures de toutes natures, dangereuses, toxiques ou non, dans des conditions ne respectant aucune règle concernant des décharges contrôlées. Les impacts sur l'environnement, non gérés, sont nombreux et peuvent concerner la pollution des sols, la pollution des eaux, la pollution de l'air et causer des maladies pouvant entraîner la mort. Un centre de traitement ou de valorisation de déchets reçoit les déchets collectés pour être traités ou valorisés. Plusieurs opérations sont alors programmées : les emballages et papiers vont dans un centre de tri où ils sont triés par matériaux et préparés au recyclage. Les ordures ménagères vont dans un centre de

valorisation énergétique où elles sont incinérées, car, non-recyclables, elles ne doivent en aucun cas aller en décharge ; elles peuvent, en revanche, être valorisées en vapeur et en électricité. Les ordures ménagères et les déchets verts étant composés de matière organique biodégradable, ils vont être valorisés en biogaz, transformés en électricité, chaleur et carburant pour les véhicules et même en compost sous forme d'engrais. La complexité de la filière déchet, l'implication de nombreuses activités et le fait des différents enjeux de la gestion des ordures, impose une réglementation internationale appliquée au niveau de chaque Etat, dans le but de la sauvegarde de l'environnement et de la protection de la planète.

Prévention et vérification

Les déchets, de plus en plus considérés comme une véritable mine d'or, pour qui sait leur donner une seconde vie, posent des problèmes qui menacent la cohésion sociale et la

planète, face à la pression démographique, notamment dans les centres urbains. Une réalité de plus en plus prise en compte par la communauté internationale. Depuis le Sommet de Rio, en 1992, les déchets sont devenus l'une des préoccupations majeures d'Action 21, le plan d'action global d'application mondiale, nationale et locale, adopté par plus de 178 gouvernements lors de la Conférence de Rio de Janeiro, au Brésil. Le plan concerne notamment la gestion des produits chimiques toxiques, tenant davantage compte du respect de l'environnement, de la prévention du trafic international illégal des produits dangereux et une gestion inoffensive pour l'environnement des autres types de déchets. Le Sommet mondial pour le développement durable à de Johannesburg, en 2002, en Afrique du Sud, a encore mis un accent particulier sur les initiatives visant à accélérer la production et la consommation durables. L'Afrique et les pays en développement sont directement concernés par le plan d'application adopté par le Sommet, dans son paragraphe 22 : « Prévenir et réduire au minimum la production des déchets et maximaliser la réutilisation, le recyclage et l'utilisation de matériaux de substitution respectueux de l'environnement, avec la participation des pouvoirs publics et de toutes les parties prenantes, afin de réduire au minimum les effets nuisibles sur l'environnement et d'améliorer le rendement des ressources, une assistance financière, technique et autres étant aux pays en développement ». La 7ème Assemblée du Groupe de Travail sur la vérification de l'environnement (GTVE) de l'INTOSAI, tenue en 2001, à Ottawa, au Canada, adoptait la gestion des déchets comme deuxième thème, après celui de l'eau traditionnellement son champ de prédilection. Le GTVE recommandait, en s'appuyant sur le rapport présenté à l'occasion, que les instituts supérieurs de contrôle, partout dans le monde, s'attèlent à la vérification de la gestion des déchets et des contrôles appliqués de ce domaine, dans le cadre de la planification à l'horizon 2005-2007. Des gardes fous nécessaires compte tenu de la

dangerosité de l'activité. La gestion des déchets expose des salariés à des risques potentiels, lors de la collecte et le tri des ordures. Des produits dangereux, qu'ils soient chimiques, toxiques, liés à la pollution lors de l'incinération comme des bio aérosols allergènes ou contenir des particules indésirables. En France, une étude de l'Institut national de recherche et de sécurité, une association à but non lucratif créée en 1947, indique que le taux de fréquence d'accident avec arrêt de travail, survenu dans le cadre de l'exercice d'une profession, est de 44 avec un taux de gravité de 1,88 pour l'ensemble du secteur collecte plus traitement, contre 25 avec un taux de gravité de 1,06 pour l'ensemble des activités affiliées au RGSS (Régime général de la sécurité sociale). Une réalité qui fait que les installations de traitement de déchets sont généralement classées, encadrées par une réglementation spécifique et contrôlées par l'État.

La politique de l'Union européenne, en la matière renforce encore la vigilance de la communauté et des Etats dans ce domaine.

« Gestion durable des matières »

La directive 2018/851 de l'Union européenne (UE) du Parlement Européen et du Conseil du 30 mai 2018, modifiant la directive 2008/98 de la Communauté européenne (CE), redéfinie une nouvelle politique de gestion des déchets dans l'espace communautaire. « La gestion des déchets dans l'Union devrait être améliorée et convertie en une gestion durable des matières, afin de protéger, de préserver et d'améliorer la qualité de l'environnement, de protéger la santé humaine, de garantir une utilisation prudente, efficace et rationnelle des ressources naturelles, de promouvoir les principes de l'économie circulaire, de renforcer l'utilisation des énergies renouvelables, d'accroître l'efficacité énergétique, de réduire la dépendance de l'Union à l'égard des ressources importées, de créer de nouvelles perspectives économiques et de contribuer à la compétitivité à long terme », indique le document, ajoutant : « Pour que l'économie devienne réellement circulaire, il est

nécessaire de prendre des mesures supplémentaires relatives à la production et à la consommation durables, en mettant l'accent sur l'ensemble du cycle de vie des produits de manière à préserver les ressources et à « boucler la boucle ». Une utilisation plus efficace des ressources permettrait également aux entreprises, aux autorités publiques et aux consommateurs de l'Union de réaliser des économies nettes substantielles, tout en réduisant les émissions annuelles totales de gaz à effet de serre ». Surtout, il s'agit pour l'Union européenne, de tout mettre en œuvre pour réduire sa dépendance par rapport aux matières premières importées. « L'amélioration de l'efficacité des ressources et la reconnaissance des déchets comme une ressource peuvent contribuer à réduire la dépendance de l'Union à l'égard des matières premières importées et à faciliter la transition vers une gestion plus durable des matières et vers un modèle d'économie circulaire », note la directive. Elle précise par ailleurs : « Cette transition devrait contribuer à atteindre les objectifs d'une croissance intelligente, durable et inclusive inscrits dans la stratégie Europe 2020 et à ouvrir de nombreuses perspectives aux économies locales et aux parties prenantes, tout en renforçant les synergies entre les politiques en matière d'économie circulaire, d'une part, et les politiques en matière d'énergie, de climat, d'agriculture, d'industrie et de recherche, d'autre part, et en ayant des retombées positives sur l'environnement, grâce à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que sur l'économie ».

De la décharge au Centre de tri ou de traitement des déchets (CTD), une palette d'activités se bouscule, avec plusieurs enjeux en ligne de mire. D'une part, la transition démographique, la protection de la planète et l'urgence climatique. D'autre part, la transition écologique et énergétique, l'économie circulaire, l'efficacité des ressources et la gestion des déchets. Encore faudrait-il que tous les acteurs de la filière déchet jouent franchement le jeu, en toute transparence et responsabilité.

Incendies sur les décharges

CAUSES MULTIPLES

Les causes des incendies qui surviennent dans les décharges sont diverses et leur Elles varient selon les pays et à l'intérieur d'un même pays, mais aussi en fonction du temps. Dans le Bassin Méditerranéen, les incendies sont en grande majorité d'origine humaine, que ce soit par accident ou par négligence.

Jean Loïc AMOUGOU

L'origine d'un incendie est souvent difficile à déterminer du fait de l'absence de preuves matérielles concrètes. Le pourcentage de causes inconnues peut être très important.

La cause d'un incendie peut être connue selon différents niveaux de certitudes. En France, la connaissance de la cause est renseignée à l'aide d'un des niveaux suivants : certaine, très probable, supposée, inconnue. Avant 1996, seule la gendarmerie pouvait renseigner la cause d'un incendie et les causes considérées comme connues étaient les causes certaines.

Depuis 1996, d'autres services sont susceptibles de fournir les informations qu'ils possèdent sur la nature de la cause. Les causes considérées comme connues sont les causes certaines, très probables et supposées. Ces nouvelles règles ont permis de mieux appréhender l'origine des incendies et le taux des causes connues est passé d'environ 30 % avant 1996 à environ 70 % actuellement.

Les déchets ne s'enflammant pas seuls, même par forte sécheresse, l'unique cause naturelle connue est la foudre. Ce phénomène est relativement rare. Les causes humaines représentent l'essentiel des origines des incendies de décharge. Globalement, on retrouve des causes involontaires et des causes volontaires. Leur répartition dépend étroitement du contexte social, économique, politique et législatif de chaque pays.

Causes involontaires

Les causes involontaires constituent les causes principales pour la

majorité des pays. Les imprudences résultent de négligence par rapport aux risques d'incendie, et sont corrélées à l'importance de la fréquentation des décharges ou de leurs abords immédiats. La répartition des causes pour chaque pays est très variable.

Pour les pays où l'économie est basée sur l'agriculture et où la pression de la population urbaine est forte, les travaux agricoles représentent une des causes les plus importantes. Les départs de feux sont alors provoqués par des riverains des décharges qui pratiquent des activités agricoles alentour : défrichements pour labours, feu pastoral, incinération de végétaux, travaux agricoles, carbonisation (charbonnières), brûlage des rémanents après éclaircie, brûlage de déchets, étincelles...

Causes volontaires

Leur importance est très variable selon les pays. Le brûlage de rémanent à proximité des décharges est parfois classé en cause volontaire. Certains individus mettent le feu par plaisir ou par jeu, pour être reconnus, pour voir les engins de lutte en action... Cette pyromanie est plus ou moins malade, selon le degré de responsabilité de l'individu.

Cette cause reste cependant limitée, même si on souvent tendance, en cas d'incertitude sur l'origine d'un feu, à l'attribuer à un pyromane. La vengeance peut être à la source d'un incendie. Le feu peut être un outil de vengeance suite à un différend avec l'entreprise qui exploite la décharge ou avec un voisin avec qui on est en conflit. Il

peut aussi être lié à une exclusion sociale (ouvriers licenciés) ou à une expropriation.

La décharge comme enjeu politique et économique

Dans les pays marqués par une instabilité politique, la décharge peut être utilisée comme outil de revendication et, à ce titre, être l'objet d'incendies volontaires. En termes d'enjeu économique, les incendies criminels peuvent apporter un gain matériel direct (commerces des produits de récupération) ou indirect par appropriation foncière.

Ces actes à motivation criminelle sont donc d'autant plus fréquents que le cadre législatif est mal défini (absence de cadastre ou de bornage des décharges, répression quasi inexistante).

Décharges non contrôlées et non aménagées

Ce type de décharge est sans doute le mode d'élimination terrestre le plus couramment appliqué dans les pays en développement. Lorsque des déchets non traités sont déposés dans une décharge non contrôlée et non aménagée, l'environnement local n'est pas protégé et cette solution est donc à proscrire.

En dernier recours, si ce conditionnement n'est pas possible, les déchets non traités doivent être rapidement recouverts d'une couche épaisse de déchets urbains pour éviter leur récupération.

On ne doit pas perdre de vue que le dépôt dans des décharges ouvertes non contrôlées, en l'absence de mesures suffisantes, peut être une cause importante d'incendie.

MOST DANGEROUS DUMPSITE ACCIDENT IN AFRICA

Waste is now a global business yet more than half of the world's population have little option but to use dumps for disposing rubbish, creating massive sites full of hazardous materials, often in the world's poorer countries. The latest Waste Atlas

report, developed by D-Waste and supported by the Waste Atlas partnership, lists 50 of the biggest sites, and we profile the most terrible landfill accident in Africa-Ethiopia.

Jator NJENYU

Almost 40% of the world's waste ends up in huge rubbish tips, mostly found near urban populations in poor countries, posing a serious threat to human health and the environment. "The world's 50 biggest waste dumps are growing in size, are now affecting the health of over 60 million people and are polluting rivers, lakes and the oceans. But they should not be seen as local problems but a challenge to the world community, because they are located in very poor countries with no financial and human resources to manage them," says Antonis Mavropoulos, one of the authors. "I really believe that the closure and rehabilitation of those dump sites and the development of sound waste management systems must be considered a global challenge and not a local one."

The Ethiopian landfill accident in March 2017 still stands as the most dangerous accident at dumpsite on the African continent. The disaster claimed over 113, after several days of searching turned up more bodies following a weekend landslide at a massive landfill outside Ethiopia's capital, Addis Ababa.

Communications Minister Negeri Lencho said the bodies of 38 males and 75 females had been recovered, many of them children.

"This is the result of the search because this is a vast area. It is also deep. The amount (that) collapsed, it is deep, it takes time," the minister said, explaining the sharp increase in the death toll.

At least 60 people were counted

dead shortly after the mounds of decaying trash and debris gave way late Saturday. Many people lived in makeshift houses on top of the garbage.

"There is no explanation for this accident except naturally the pile of this trash may have been shaken. The investigation ... is still going on," Lencho said.

The landfill is called Koshe, which means "dust." It's been around for decades, servicing the sprawling and growing capital.

"It's a sad story because the government has been trying to resettle the people residing in the area," Lencho told CNN. The government had also been building a factory to convert waste products at the landfill into energy, he said.

Fisseha Tekle, the chief researcher for Amnesty International in Ethiopia, said the government claims it has been developing for the last decade, "but it was not able to take residents out of this deplorable situation," he said.

And, he said, there had been no concrete action to remove the people from this area prior to this incident.

The smells permeate the landfill and nearby areas. Small fires erupt because of the methane gas the decomposing trash produces.

"And those people are living in the middle of that location. It's not a landfill anymore, it's like a mountain," Tekle said. "Whatever kind of country you are, you cannot let people live in this situation."

Tekle said the government should resettle the people and do an "accountability investigation."

The government is "fully responsible for the people living on this site and for their condition of those people who died, and for their lack of safety," he said.

Along with the dead, dozens were injured in the landslide, Lencho said. Video showed crews with heavy equipment at the scene scraping and digging through the debris and shots of flimsy and upended dwellings.

The government has transferred 290 people who were living on the landfill, but who were not injured in the accident, to a temporary shelter in a youth center in Addis Ababa.

Hope for Korah, a Canadian NGO that assists people living in the area near the dump, said on its Facebook page in the days after the landslide that people at the landfill were "frantically looking for friends and family."

Some of the people who were trapped tried to call authorities to get help from inside the debris, the group said.

One woman and her three children managed to scramble to safety just as their home became caught up in the landslide, according to the NGO. Experts estimate that nearly half the world's population lacks access to even the most elementary waste collection and safe disposal services. The atlas reveals that almost 40% of the waste generated globally is disposed of unsafely in open dump sites. Most of these disposal sites can be found in low-income and developing countries, and are close to urban areas, posing a major threat to human health and the environment.

Cameroun

DEUX CENTRALES DE CAPTAGE ET DE TRAITEMENT DU BIOGAZ POUR AMÉLIORER LE TRAITEMENT DE DÉCHETS

La multinationale africaine de la propreté expérimente depuis plusieurs années au Cameroun, deux projets dédiés au Mécanisme pour Un Développement propre (MDP). Les Centrales de Captage et de

Traitement de Biogaz de Nkolfoulou et de Douala PK 10. Deux projets inédits en Afrique centrale, qui permettent d'éviter de rejeter dans l'atmosphère le méthane produit par le compactage des ordures ménagères.

Boris NGOUNOU



Hygène et salubrité du Cameroun (Hysacam), a marqué un tournant décisif dans le traitement des déchets ménagers en Afrique centrale, en inaugurant en 2011, une centrale de captage et de traitement du biogaz, dans l'enceinte de sa décharge de Nkolfoulou, une banlieue située à l'ouest de Yaoundé, la capitale du Cameroun. Financée sur emprunt bancaire à hauteur de 3 milliards de francs CFA, l'infrastructure permet dans un premier temps, de capter le gaz de la décharge, composée essentiellement de méthane, un dangereux gaz à effet de serre. Deuxièmement, ce méthane est brûlé en torchère, pour du CO₂, un gaz beaucoup moins toxique pour

l'atmosphère. Cette centrale capte et brûle au quotidien, 250 tonnes de gaz produits par la décharge.

Trois ans plus tard, Hysacam a réédité l'expérience, à Douala, sur sa décharge de PK10, dans la périphérie de la ville. Cette deuxième centrale permettra d'éviter l'émission de 1 million de tonnes de gaz carbonique au cours des dix prochaines années.

Les deux centrales de captage et de traitement du biogaz de Hysacam garantissent une meilleure sécurisation des déchets ménagers. Le captage et le brûlage du gaz produit par les décharges permettent non seulement de remédier aux mauvaises odeurs autour des décharges, mais aussi

de réduire considérablement les émissions de gaz à effets de serre. Selon Hysacam, il s'agit d'une première dans la sous-région en matière de lutte contre le réchauffement climatique par la réduction des émissions des gaz à effet de serre telle que préconisée par le « Mécanisme pour un Développement propre » du protocole de Kyoto. « Ces projets incarnent non seulement une amélioration considérable des modes de traitement des déchets ménagers, mais participent également au rayonnement de la politique environnementale du Cameroun dans toute l'Afrique, voire dans le monde entier. » a expliqué Hysacam.

Corée du Sud

DES SITES AMENAGÉS EN PARCS DE LOISIRS

Séoul, la capitale, et sa banlieue, abritent plus d'une dizaine de parcs de loisirs et d'attractions, liant recherche de détente, divertissements et qualité de l'environnement.



Jean-Célestin EDJANGUE

Le nom de Séoul qui signifie « capitale » en coréen a été adopté en 1945 après la libération de l'emprise coloniale japonaise. La capitale de la Corée du Sud est certes le centre politique, le cœur économique, le temple de la culture et le centre du transport du pays.

Un quart de la population sud-coréenne (soit 10 millions sur les 51,85 millions d'habitants en décembre 2019) vit à Séoul. La capitale conserve de nombreux vestiges de la dynastie Joseon qui témoignent de la richesse du patrimoine culturel national : les portes Dongdaemun et Namdaemun ; les Palais Gyeongbokgung, Changgyeonggung, Changgyeonggung, Deoksugung, Gyeonghuigung ; les tombes royales telles que Hongneung et Seonjeongneung. La ville, tout en étant attachée à son histoire, s'est résolument tournée vers l'avenir en s'arrimant à la modernité, en créant de plus en plus d'espaces pour les loisirs.

Un parc de loisirs est un espace de loisirs permanent, en plein air, proposant un certain nombre d'activités culturelles, de loisirs et de divertissements. Séoul, la capitale de la Corée du Sud, métropole d'environ 10 millions d'habitants, traditionnellement connue pour ses gratte-ciel modernes, les métros high-tech et la culture pop côtoyant les temples bouddhistes, les palais et les marchés de rue, est de plus en plus réputée également ses espaces de loisirs, une cité où les parcs d'attractions ont une place de choix. Certains sont uniques, incluant le futuriste et somptueux Dongdaemun Design Plaza, un palais des congrès aux formes courbes avec un parc sur son toit, le palais de Gyeongbokgung, qui disposait autrefois de plus de 7 000 pièces, et le temple Jogyesa, où se trouvent des pins et des acacias plusieurs fois centenaires.

D'autres sont de véritables parcs d'attraction offrant des activités nombreuses et diverses, destinées à divertir, amuser ou détendre les

visiteurs. Ces activités peuvent revêtir une variété de formes, depuis les spectacles jusqu'aux parcours scéniques en passant par les manèges. Parfois, ce sont des parcs à thème.

Le parc-jardin botanique

C'est le dernier né des parcs à thème de la capitale sud-coréenne. Le tout premier parc botanique, qui abrite le jardin botanique de Séoul, a ouvert officiellement ses portes le 1er mai 2019, au sud du quartier de Séoul, à Magok-dong, dans le district de Ganseo. Avant cette ouverture solennelle et définitive, l'espace avait attiré plus de 2 millions de visiteurs lors de deux ouvertures temporaires, à base de test, en octobre 2018 et avril 2019. Le site propose un concept totalement novateur, en la matière, réunissant dans une même surface, un concept très harmonieux de parc et jardin botanique. Du coup, le lieu détonne tant avec la perception que l'on peut avoir des jardins botaniques traditionnels davantage destinés à ►►

l'étude et préservation des plantes, que par les objectifs affichés par les autorités municipales de Séoul quant au nouveau concept : « Promouvoir la culture botanique, mener des recherches sur la biodiversité urbaine, encourager la participation citoyenne dans les parcs et renforcer la valeur du jardin botanique qui se développe ». Dans cette optique, la priorité semble être donnée à la sensibilisation du public à l'importance des plantes dans la vie quotidienne. Ce qui justifie la multiplication des expériences autour des plantes, dans l'espoir d'amener les citoyens à mieux se familiariser avec elles. Le jardin comprend quatre sections depuis la forêt ouverte jusqu'au pavillon des marais, en passant par le jardin botanique et le jardin du lac. Un véritable régal pour les yeux et le toucher. Une idée du gigantisme du site, le seul pavillon des marais couvre environ 504 000m².

Une des ambitions des promoteurs du projet du parc-jardin botanique de Séoul, est d'introduire de nouvelles espèces de plantes, en faisant passer le nombre d'espèces de 3 100 à 8 000. Avec en filigrane, la volonté de s'imposer comme une référence dans le domaine de l'espace botanique urbain. Les moyens conséquents sont mis à disposition pour non seulement acquérir davantage de plantes pour le jardin, mais également pour investir activement dans ses relations extérieures et les recherches botaniques. La coopération, étant ici comme dans bien d'autres domaines, un instrument de poids permettant de mener à bon port les projets les plus complexes. Un magnifique jardin des serres, où se tient l'exposition thématique des plantes de 12 villes, permet d'apprécier des espèces aussi variées que des nénuphars victoria originaires du bassin amazonien, des arbres endémiques de Queensland en Australie, des oliviers et Cyprès importés d'Espagne, les arbres à bouteilles d'Afrique du Sud, ainsi que de nombreuses autres espèces rarement observées en Corée. Ce coin exotique du jardin botanique fait du parc botanique de Séoul fait de la capitale de Corée du Sud, une étape incontournable pour les touristes et

autres visiteurs. La majorité des parcs botaniques du pays étant situés généralement dans les banlieues de Séoul, le concept du parc-jardin botanique offre aux habitants de la capitale, un parfum d'espace vert à respirer au quotidien.

Everland et ses attractions

Autrefois appelé « Jayeon Nongwon », ce qui se traduit par « ferme naturelle », Everland est devenu le plus grand parc d'attractions à thème de Corée du Sud et l'un des plus grands au monde. Ouvert en 1976, il a même été classé 19ème site de ce genre, à l'échelle de la planète, en 2018. Everland se trouve au Everland Resort à Yongin, une ville située à environ une cinquantaine de kilomètres de Séoul, la capitale. Le parc est divisé en cinq sessions qui sont autant de thèmes : Global Fair(Foire mondiale), American Adventure(mise en perspective des 500 ans de l'histoire américaine depuis Christophe Colomb jusqu'à Elvis Presley et le Rock'nroll, musique des années 60), Magic Land(domaine réservé des manèges), European Adventure(avec une reproduction architecturale de styles européens, l'art culinaire et jardin fleuri) et Zoo Topia(pour le thème des animaux). Une diversité d'univers qui semble ravir des publics venus de divers horizons, réunis par la même envie de se divertir. D'autant plus que le parc d'attractions, qui reçoit 5,85 millions de visiteurs par an, programme par ailleurs des festivals tout au long de l'année dont celui des tulipes est très apprécié.

Le festival des tulipes se déroule, chaque année, de mars à avril. Lors du festival, les visiteurs peuvent profiter de diverses attractions printanières telles que le spot photo représentant l'Everland, «l'arbre magique», les rues qui semblent avoir quitté le marché aux fleurs français et la «rue des parapluies d'Esopo». Par ailleurs, des comédies musicales et autres défilés, donnent la possibilité à tout public de venir passer du bon temps. La Foire mondiale, permanente, est avant tout un lieu de restauration, de souvenirs et de photos pendant que les visiteurs entrent et sortent du parc. Il existe de

nombreux magasins et restaurants ainsi que des services comme la location de poussettes et des casiers. Le géant Coréen de l'électronique et de la téléphonie mobile, Samsung Construction and Trading Corporation, est l'exploitant du parc d'attractions

Le Lotte World

Le parc abrite une cinquantaine d'attractions, ce qui permet d'adapter l'offre à la demande et aux envies du public. Les attractions vedettes du parc sont l'attraction « Pungseon Bihaeng », qui permet de profiter des paysages en montgolfière, le monorail « World Monorail » qui donne accès à l'espace dédié au «Magic Island », avec des attractions à forte sensation, et à l'« Adeventure ». D'autres animations sont également très appréciées à l'instar du carrousel pour son ambiance romantique, ou encore « Atlantis », une sorte de deux attractions en une avec un mélange de montagne russe et de toboggans aquatiques. En outre, le parc Lotte World propose en journée toute une diversité de festivals, comme celui des masques «fantasy » mêlant danse et chant, et qui contribuent à la renommée du site.

La ville de Séoul semble donc avoir misé sur les parcs d'attractions et les loisirs verts, avec un mélange savant entre histoire, manèges, parcs et jardins botaniques, pour mieux répondre aux besoins d'une population, certes vieillissante puisque les plus de 65% représentent 15% des habitants du pays, mais qui a compté sur un environnement verdoyant pour se ressourcer. Parallèlement, les jeunes générations semblent en phase avec le dynamisme d'une capitale très connectée au reste du monde et pour qui les parcs d'attractions et de loisirs sont indispensables au bien-être individuel et collectif. Bien évidemment, les grandes compagnies et sociétés profitent de ces projets qui représentent de juteux investissements. Il n'est donc pas étonnant que Samsung Construction and Trading Corporation, par exemple, soit propriétaire du parc-jardin d'Everland.



Chers Yaoundéens,

Gardons
notre **YAOUNDÉ**

Cité - Capitale

PROPRE !



Mairie de Yaoundé

Women's Day Attacks in Bamenda and Galim

FIVE SUSPECTS JAILED

The attack in Bamenda, which left one dead and 7 injured after an explosive detonated at the Commercial Avenue on Sunday March 8, 2020, followed an attack in Galim carried out

on a gendarmerie brigade and police station Saturday, March 7, 2020, living at least 7 people including two gendarmes, two police officers and three civilians dead.

Jator NJENYU

Five suspected persons have been arrested following the attacks that occurred on March 8, 2020, in Bamenda. The information was disclosed by the North West Region's Governor, Adolphe Lele Lafrique, in an interview with Cameroon Radio Television.

Mr. Lafrique said the men, whose identities are not known yet, are being interrogated to shed light on the Sunday's attack.

In the morning of Sunday March 8, 2020, amid the International Women's Day celebrations, an improvised explosive device detonated, killing one soldier and leaving seven "seriously injured," including four soldiers, two police officers, and a civilian.

The attack was claimed by Ayaba Cho and Tapang Ivo, two activists based outside Cameroon, who claim to be leaders of the Ambazonia separatist movement.

Gov't Confirms Double Attack

Government confirmed the attack left 8 people dead on the Commercial Avenue after an explosive detonated on March 8, 2020.

The government of Cameroon through its spokesperson Rene Emmanuel Sadi has confirmed that the two attacks, one in Galim, Bamaboutous Division, West Region and Bamenda, North West Region of Cameroon has left 8 persons dead and 7 injured.

Local media reports, however, say the figure is much higher. The attacks were reportedly orchestrated by men linked to separatist forces in the North West and South West Regions.

The attack in Galim was carried out on a gendarmerie brigade and police station Saturday, March 7, 2020, living at least 7 people including two gendarmes, two police officers and three civilians dead. The second attack during women's day celebration in Bamenda left a soldier dead, and seven others injured according to reports.

The armed men are said to have been on board motorbikes and reported to have made away with weaponry before fleeing towards Bafanji in the North West Region. This may well suggest that the attack might have come from members of the Non-State Armed Group seeking to make of the country's North West and South West Regions an independent country christened Ambazonia.

Security is said to have been increased in



the locality to foil any other such attacks.

This attack in Galim follows two previous attacks on the West region — one on December 22, 2018, and the other on January 6, 2020. In December 2018, armed men stormed Bangourain killing at least one person and kidnapping others. Inhabitants of this locality in the Noun Division of the West Region blamed the armed men for over sixty houses burnt down following the attack.

In January this year, some nine unidentified armed men suspected to be separatist fighters reportedly attacked a Gendarmerie post in Bangourain carrying away arms and weapons.

Bamenda

The explosion occurred while the Governor of the North West Region Adolphe Lele Lafrique delivered a speech relating to the celebration of International Women's Day. The device is reported to have been placed at the grandstand overnight.

The explosion occurred around 10am not far from the grand stand where festivities to mark the International Women's Day was taking place.

However, the explosion did not hinder festivities of the International Women's Day to go on as the Governor of the North West Region Adolphe Lele Lafrique called on the population to remain calm and said investigations have been opened to track down the perpetrators of the crime, Journal du Cameroun reported.

Government spokesperson Rene Emmanuel Sadi said: "The Government

firmly condemns these despicable acts perpetrated by criminals whose sole objective is to sow chaos to serve selfish interests, and conveys to the families of the military and civilian victims the sincere condolences of the President of the Republic, Head of the armed forces, as well as the comfort of the entire Cameroonian people to the wounded."

"In addition, in view of the extent of the damage caused by the secessionist terrorists, the National Defense and Security Forces launched a search operation of the area and arrangements were made for increased security in the locality of Galim," He added.

Galim

Governor Awa Fonka Augustine of the West Region said separatists from the country's troubled English-speaking northwest region crossed over early Sunday and attacked a security post in the village of Galim, killing officers and civilians.

"Our forces are in search of the attackers who from every indication were out to seize weapons and ammunition from the forces," the governor said.

Cameroon's Anglophone rebels have been fighting since 2017 to create an independent, English-speaking state in the majority French-speaking country's western regions. The U.N. says the conflict has cost more than 3,000 lives and forced half a million to flee to French-speaking regions of Cameroon or into neighboring Nigeria.

Gouvernance locale L'ÈRE DES SUPERS MAIRES

Exit les délégués du gouvernement. Place aux autorités élues au suffrage universel indirect pour un mandat de cinq ans.



Eric Vincent FOMO

L'une des révolutions du code général des Collectivités territoriales décentralisées promulgué par le président de la République, Paul Biya, le 24 décembre 2019, est la création du poste de « super maire ». Le nouveau texte sonne ainsi le glas de la fonction de délégué du gouvernement qui était jusqu'à présent nommé par le président de la République. Désormais, les supers maires ou plus simplement les maires de la ville pionniers issus des élections municipales du 9 février dernier ont pour noms : Luc Messi Atangana à Yaoundé, Roger Mbassa Ndine à Douala, Bobbo Saliou à Ngaoundéré, Ousmaila Bouba Mohamadou à Garoua, Victor Nkele Ngoh à Kumba, Roger Tafam à Bafoussam, Paul Achombang Tambeng à Bamenda, Guy Emmanuel Sabikanda à Kribi, Daniel Edjo'o à Ebolowa, Frédéric Nzoki Epoh à Nkongsamba, Jean Marie Dimbele Sodea à

Bertoua, Emmanuel Albert Nlend à Edéa, Sali Babani à Maroua et Andrew Motanga Monjimba à Limbe. Selon les dispositions du nouveau code de la décentralisation, le super maire de la ville est élu au suffrage universel indirect, par un collège des conseillers municipaux d'arrondissement de la ville. Son mandat est de cinq ans. D'après une circulaire du ministre de la Décentralisation et du Développement Local, Georges Elanga Obam, signée le 13 février 2020, il est « préalablement élu maire de sa commune d'arrondissement ». Il doit également être autochtone de la ville ou originaire de la région d'attache de la ville. Cette nouveauté qui consacre des changements dans l'administration des grandes villes constitue l'une des résolutions du Grand dialogue national tenu à Yaoundé du 30 septembre au 4 octobre 2019. Dans la pratique, elle va consacrer une certaine

autonomie, dans la mesure où les supers maires sont redevables non plus au président de la République, mais davantage à leur électorat.

Il s'agit de personnes qui doivent être capables de porter l'intérêt général, d'animer, de coordonner et de fédérer les acteurs de leurs territoires respectifs. L'on devra s'attendre à l'accroissement de leur liberté d'initiative et d'action et à une meilleure participation des populations à la confection des budgets locaux et au choix des projets prioritaires en phase avec leurs réalités locales. A travers cette mesure, les pouvoirs publics veulent adapter la gouvernance locale aux défis de la décentralisation. L'ambition étant de promouvoir une gestion locale de proximité, introduire plus de souplesse, plus de flexibilité et plus de liberté dans les rapports administratifs, humains et financiers entre les exécutifs territoriaux et les autorités administratives.

KAMPALA TO BECOME CLEAN



Kampala Capital City Authority revamps 'Keep Kampala Clean' campaign to reduce rubbish in the city which is still in plenty.

Jator NJENYU

As one of the ways to better manage garbage disposal and improve hygiene in the city, Kampala Capital City Authority, KCCA, has revamped its 'Keep Kampala Clean' campaign.

While launching the community service in Ndeeba in Rubaga division, KCCA's director of public health David Serugo said the mass cleaning exercises will be carried out in all divisions every last Friday of the month.

"We are aiming at reducing rubbish in the city which is still in plenty. When we focus on being clean, the high numbers of people that spend money in hospitals will reduce," he said.

Sserugo urged people to clean up their areas especially in drainages to avoid floods that occur in the city due to blocked drainage channels.

Serugo also called on community

leaders to encourage residents not to litter anyhow and also to plant trees. He said KCCA has a target of having 500,000 trees planted in the city before 2020.

Rubaga division mayor Joyce Sebugwawo said rubbish is one of the problems affecting the city, saying it is high time people started collecting it for reprocessing to get other valuables like crafts for sell.

Eliab Kyagoba, a local council leader in Ndeeba, hailed KCCA and residents for cleaning up their area. In the same spirit, he appealed to KCCA to always work with residents in all they are doing as it was with the 'Keep Kampala Clean' campaign to enable smooth running of the work in the city. Residents worked together with KCCA officials and swept streets in the area, cleaned up drainage channels, emptied latrines and sprayed insects.

The Secret Push

Anybody familiar with the term will agree that it aptly describes President Yoweri Museveni take on the state of Uganda capital city, Kampala.

For many years now, the President has relentlessly attacked the perpetual dirt and filth that had come to characterise the capital city; arguing that it simply was not kosher to have a capital city in which marabou storks and big green flies feel perfectly at home and are therefore to be found all over the place.

As marabou storks (locally known as karoli) and those huge greenflies are creatures that are usually to be found in places that are stinking filthy, the message was quite clear: something ought to be done to clean up the capital. And real quick at that. And

the President was not the only high profile figure to decry the state of the capital ; in which uncollected garbage piles all over the place and many people do not help matters by continually littering, making an already bad situation worse.

A few years ago when renowned American Televangelist Joyce Meyer, known for speaking her mind came to Kampala, she made a remark that was a bit too frank for many people liking. She described Kampala as dirty and disorganised; unworthy of a second visit and declared that unless it was improved, she would not be back for another visit.

Maybe the biggest problem has been possibly two-fold: lack of strong, strategic and accountable leadership in the city, coupled with a nonchalant society that has come to accept the status quo, unwilling to challenge the trend and happy to go along with matters.

It is arguably the President persistent objection that culminated into the Constitutional Amendment Act 2005 which stipulated that Kampala would henceforth be administered by the Central Government. This was followed by the Kampala City Authority Act which operationalized the amendment. The city is now managed by an executive director appointed by the President and to be fair, whose coming has brought with it plenty of change.

For all intents and purposes, it would be quite apt for a huge banner or billboard to be put up at every entrance to the city to proclaim that Kampala is now under new management.

Slowly but surely, the dirt is decreasing; the uncollected garbage is less and less and so is the indiscriminate and disorganised positioning of vendors all over the streets. The entire mess made Kampala a huge risk in terms of sheer health, but also cut its streets out as highly risky for anyone, especially the pedestrians and those on motorbikes are particularly the bode it's because the congestion has been so severe that safety was always in doubt with thousands of

cars, motorbikes, bicycles, carts and pedestrians all crammed on both street and sidewalk.

The situation exacerbated by vendors who narrow the streets by cramming the sidewalks.

The result of the mess is well documented: regular outbreaks of cholera, food poisoning, high casualty rates of those who move on bode bodass, many of them losing life and limb. Security itself has been a challenge, with many thieves and robbers taking advantage of the mess to relieve people of their property. It has never been easy to

It is arguably the President persistent objection that culminated into the Constitutional Amendment Act 2005 which stipulated that Kampala would henceforth be administered by the Central Government. This was followed by the Kampala City Authority Act which operationalized the amendment.

police the city in such a situation. Fire outbreaks have always been regular and costly. Environmental degradation has been untold; with pollution very high the Nakivubo Channel, the city is biggest outflow of water from surface run-off, clogged with all manner of garbage.

In short, the city has been hell for the law-abiding and a perfect haven for those who love mayhem and pandemonium and are comfortable living on the side of the law. With the city is now under new management, firm decisions are now being taken; decisions that are calculated to restore order to the city so that progress is not sacrificed at the altar of populism. Vendors who had

previously been on the sidewalk of every street (and in many cases right in the middle of certain streets) have been relocated to gazetted market areas. If no place had been got for them that would have been totally inhuman because they are also out to take an honest living.

Apart from ensuring order in the city; this is an excellent step to minimise unfair competition in which those who pay expensively to rent shops are short-changed by vendors who park on street and sidewalk and lap up customers who would be purchasing from shops. I suspect that suggestions to have flea markets "once a week or so bazaars in which, for example, an entire street can be cordoned off and turned into a market for a few houses will be listened to: after all even cities like New York have them.

All this ties in well with the Anti-litter Bill, a proposed law to maintain a clean environment by criminalising indiscriminate dumping of rubbish and establishing regulations and guidelines for the orderly disposal of the same. The Bill started as a Private Members Bill in the 8th Parliament, but Government is now taking it up and it will soon be presented to Cabinet, before its onward journey to Parliament for debate and enactment.

The Bill in which yours truly has had a hand will not be for the city alone; but across the country, and it is expected that it will help reverse a tradition of indiscriminate disposal of garbage where you find even those in posh cars who you expect have a possibly higher standard of civilised conduct, casually tossing used beer or soda cans, or banana peels through the window as they speed along!

By all indications, all this is just the beginning of a transition towards a cleaner city and country and a population which is environmentally conscious and friendly.

Gestion des Ctd au Cameroun

CE QUI CHANGE AVEC LE NOUVEAU CODE ELECTORAL

Promulgué le 25 avril 2019, la loi portant modification du code électoral institue l'élection des conseils des régions. Des organes déterminants, non seulement pour le processus de décentralisation, mais surtout dans la gestion de la collectivité territoriale décentralisée (Ctd) que représente la région.



Boris NGOUNOU

Les tous premiers conseillers régionaux du Cameroun n'ont pas encore été élus, mais cela est désormais chose possible. Il suffit juste que le chef de l'État décide de convoquer le corps électoral pour ce faire, comme le lui confère la loi. C'est tout le sens de la loi N° 2019/005 du 25 avril 2019, qui modifiant et complétant les articles 249, 250 et 257 de la loi N° 2012/001 du 19 avril 2012 portant Code électoral. À travers ses nouvelles dispositions, ce code permet au président de la République de convoquer le corps électoral pour les élections régionales au Cameroun. Ce qui mettra en scène les conseils régionaux. Des délibérants des ré-

gions, au sein desquels les Camerounais pourront prendre une part active, dans la gestion de leurs affaires locale.

Composés de 90 conseillers régionaux par région, ces organes jouent un incontournable dans la gestion de la collectivité territoriale décentralisée qu'est la région. Le conseil régional administre librement la région. À ce titre, il élabore et vote le budget de la région.

Les attributions de la région

La tâche du conseil régional est complexe et importante, au vu des compétences transmises aux régions par la constitution du 18 janvier 1996. Ces compétences touchent de nombreux domaines

parmi lesquels, l'économie, la santé et l'environnement.

En ce qui concerne le domaine de l'environnement, on a la gestion, la protection et l'entretien des zones protégées et des sites naturels relevant de la compétence régionale. Il y a la création de bois, de forêts et de zones protégées d'intérêt régional, suivant un plan dûment approuvé par l'État. Sur les plans sociaux et sanitaires, les régions promeuvent l'hygiène, la salubrité ainsi que les mesures de prévention des maladies, organisent et gèrent l'approvisionnement en médicaments et autres produits de santé. Elles participent à l'élaboration de leurs cartes sanitaires.

L'AFRIQUE, UN MARCHÉ D'AVENIR POUR L'ÉNERGIE DITE PROPRE ?

Le continent dispose de vrais atouts pour développer l'énergie verte. C'est ce que révèlent de nombreuses études publiées ces dernières années. A condition d'installer la paix et la sécurité de manière durable.

Jean-Célestin EDJANGUE

Une énergie propre ou verte est une source d'énergie dont l'exploitation produit des quantités de polluants plus faibles comparativement à d'autres sources plus répandues et considérées comme étant plus polluantes. Mais, il faut distinguer une énergie propre d'une énergie renouvelable. Cette dernière, qui implique une reconstitution, ne signifie pas obligatoirement qu'elle soit exempte de déchets et inversement. Parmi les sources d'énergie généralement citées comme « propres », on retrouve la géothermie (haute ou basse énergie), l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie marémotrice (l'énergie des vagues, les hydroliennes), la traction animale, la propulsion humaine, la biomasse, l'énergie hydroélectrique, les

pompes à chaleur, les mégawatts ou encore les centrales solaires orbitales, attendues dans un futur plus ou moins proche. En économie, un marché est un système d'échange où se rencontrent l'offre (les vendeurs) et la demande (les acheteurs). Par extension, il s'agit également de l'ensemble des règles, juridiques ou informelles, nécessaires à la réalisation ces opérations.

Le concept d'énergie « propre » doit être relativisé. Car toutes les sources d'énergie produisent des déchets au cours de leur cycle de vie, notamment lors des phases de fabrication et de construction. Par ailleurs, certaines ont des effets indirects sur l'environnement, comme les barrages, dont la biomasse se décompose en produisant du méthane, un puissant gaz

à effet de serre (GES). Le Programme des Nations Unies de l'Environnement (PNUÉ), indiquait, en septembre 2010, dans un rapport, que six pays (le Japon, les États-Unis, l'Allemagne, la République de Corée, le Royaume-Uni et la France) sont à l'origine de 80 % des brevets déposés en la matière.

« Suivre le bon wagon »

Les choses tendent, visiblement à changer, si l'on en croit un rapport de Bloomberg cité par nos confrères du magazine économique panafricain Afrimag (n° 140 du 20 mars 2020). « Les investissements dans l'énergie dite « propre » ont atteint 333,5 milliards de dollars américains. L'énergie solaire et l'énergie éolienne arrivent en tête avec 161 et 107 milliards de dollars américains d'investissements, notamment en Asie (187 milliards de dollars), en Amérique (78 milliards de dollars) et en Europe (69 milliards de dollars) ». Et même si l'Afrique ne figure pas dans les premiers wagons de la locomotive, le continent s'attèle à ne pas être complètement largué. « Dans la course vers ce nouveau marché, l'Afrique « suit » la tendance mais reste loin derrière. Le rapport Bloomberg, qui place la Chine en tête, avec 40% des investissements (132,6 milliards USD) ne lui réserve de place que dans la rubrique « autres », alors que des pays leaders, comme les États-Unis (59 milliards), le Japon (23,6 milliards), l'Allemagne (10 milliards), l'Australie (9 milliards) et



le Mexique (6 milliards) essaient de suivre la cadence imposée par Pékin », affirme l'article d'Afrimag. Les efforts entrepris par le continent le moins pollueur de la planète, l'Afrique, avec moins de 4% des émissions de gaz à effet de serre, en dépit des conséquences du réchauffement climatique dans la région, sont incontestables. Déjà, une étude publiée en août 2016, par Havas Horizons, groupe issu du rapprochement de Havas Paris, leader en communication d'influence, en France, avec l'Institut Choiseul, un think tank réputé pour ses analyses sur les questions économiques internationales, fait de l'énergie solaire « l'investissement le plus prometteur pour l'Afrique en 2020 ». Et, paradoxalement, c'est le faible taux d'électrification du continent rapporté à sa démographie galopante, avec plus de 2 milliards d'habitants à l'horizon 2050, qui permet d'entrevoir, avec un certain optimisme, les perspectives d'avenir dans le domaine du développement de l'énergie verte. « Avec un taux d'accès à l'électricité qui n'atteint pas 20% dans la moitié des pays africains (Banque Mondiale), l'Afrique devrait attirer d'énormes investissements dans ce secteur d'avenir », explique Havas Horizons, précisant : « L'énergie solaire hors réseau, par exemple, représente un marché annuel de 1,75 milliard de dollars, selon un rapport du Groupe de la Banque mondiale et de l'Association mondiale du secteur de l'énergie hors réseau (GOGLA). Il fournit de l'électricité et d'autres services énergétiques à 420 millions d'utilisateurs dont une bonne partie se trouverait en Afrique ».

Un optimisme mesuré

Comme souvent dans ce genre de situation, les prévisions de Havas Horizons doivent être considérées à la lumière du

contexte sociopolitique et économique des différents pays d'Afrique. Les situations de tensions sociales, comme celles observées quasi systématiquement dans le cadre des élections municipales, législatives et surtout présidentielles, entament la confiance entre les Etats et les investisseurs potentiels, perturbant de fait l'économie. C'est pourquoi, l'Association pour la défense de l'énergie en Afrique (ADEA), depuis le début d'année, tire la sonnette d'alarme. Dans un article sur « L'énergie en Afrique en 2020 », paru sur son site en ligne (energy-for-africa.fr), le 5 janvier 2020, Jean-Pierre Favenc, président de l'ADEA, souligne dans son éditorial : « Nous sommes attristés par les dramatiques événements du Mali, du Burkina, du Niger où dans les dernières semaines des centaines de personnes sont mortes à la suite d'attaques de groupes puissamment armés. Dans l'une de ces attaques des dizaines de femmes et d'enfants innocents ont été abattus. Les causes de ces attaques sont nombreuses et ramener la paix dans cette immense région du Sahel sera très complexe ». Il reste néanmoins persuadé que le bon sens commun finira par l'emporter, malgré le climat social troublé qui règne dans certains pays. « Mais ceci ne doit que nous encourager à travailler pour un meilleur accès à l'énergie, condition indispensable au progrès et à l'amélioration de la situation des populations. Le développement économique, sensible dans les pays à l'écart de ces conflits, permet l'amélioration des conditions de vie des populations et apaise les tensions ».

Autant dire qu'il y a lieu de continuer à croire au développement de l'énergie verte en Afrique. A condition que la paix et la sécurité, gages de tout développe-

ment, s'installent de manière permanente et que la volonté politique des acteurs décisionnels se manifeste par des actes concrets. D'ailleurs, le baromètre Havas Horizons, publié en juillet 2018, sur la perception des économies africaines en 2023, montre un réel optimisme des investisseurs internationaux pour le berceau de l'humanité. Intitulé « Financer la croissance africaine à l'horizon 2023: perception des investisseurs internationaux », le document note que « 92% des investisseurs internationaux réaffirment leur optimisme et renouvellent leur confiance quant aux perspectives économiques du continent durant les cinq prochaines années ». La même étude révèle à propos des investisseurs étrangers : « Ils sont aussi 80% à envisager de renforcer leurs positions en Afrique, d'après cette enquête réalisée auprès d'un panel de dirigeants (CEO, directeurs Afrique, directeurs financiers, analystes senior, etc.) de 50 grands groupes mondiaux opérant en Afrique dans divers secteurs d'activité, dont Goldman Sachs, Rothschild & Co, Saint-Gobain, Sanofi, Gold and General, Société Générale, CFAO Retail et Quilvest Private Equity ». Mais cet engouement n'est pas le même pour l'ensemble du continent, certains pays étant plus prisés que d'autres. « Par zones géographiques, c'est l'Afrique de l'Ouest qui attire le plus les investisseurs internationaux: 64 % d'entre eux désirent y renforcer leurs investissements, contre 9 % voulant les y réduire. Cette sous-région enregistre une croissance en hausse constante depuis 2016, en dépit des mauvaises performances du Nigeria. Selon la BAD, cette croissance devrait atteindre 3,8 % en 2018 et 3,9 % en 2019 », conclut le rapport.

Hysacam A LA POINTE DES TECHNOLOGIES INNOVANTES

En 50 ans, nous avons mis en place un modèle de production et des outils technologiques qui reposent sur l'exploitation du déchet comme une matière première secondaire et une source d'énergies nouvelles.

NOS REALISATIONS

- 02 Centrales de captage et de traitement du biogaz pour réduire les Gaz à effets de Serre :
 - Yaoundé (NKOLFOULOU) : 500 000 Teq CO2 évitées.
 - Douala (PK10) : 350 000 Teq CO2 évitées.
- 05 Unités de compostage pour la valorisation des sols.
- PLASTIC RECUP (Douala et Yaoundé) : unités de collecte et de mise en balle de bouteilles plastiques ; plus de 300 tonnes de bouteilles PET recyclées.

NOS PROJETS

- 03 Projets de production d'électricité à base des déchets ménagers
Plus de 200 000 habitants à desservir
- Yaoundé (NKOLFOULOU)
 - Capacité estimée: 4 MW
- Douala (PK10)
 - Capacité estimée : 500 KW
- Bafoussam
 - Capacité estimée : 2 MW

CHIFFRES CLES

- ❖ 15 millions d'habitants desservis au quotidien
- ❖ 7 000 tonnes de déchets collectés par jour
- ❖ 5 000 employés
- ❖ 1 700 km de rues balayées par jour
- ❖ 600 camions de propreté spécialisés
- ❖ 52 engins lourds spécialisés dans le traitement en décharge
- ❖ Service continu 7j/7 et 24h/24
- ❖ 02 centrales de captage et de traitement du biogaz
- ❖ 500 teq Co2 traitées par jour
- ❖ 20 villes desservies en Afrique
- ❖ Capital : 15,5 millions d'Euros



Groupe Hysacam, 5000 employés
15 millions de personnes desservies en Afrique
Société anonyme au capital de 15,5 millions d'Euros
Siège social : ZI. Bassa BP. 1420 Douala-Cameroun
Tél : +237 233 37 80 87. Fax : +237 233 37 80 90



Alassane Dramane Ouattara

THE MAN OF SURPRISES

Ivory Coast's President Alassane Ouattara has stunned his critics by announcing that he will not run for a third term, putting pressure on other regional leaders to follow his example, writes the BBC Newsday's James Copnall from the main city, Abidjan.

Jator NJENYU

Alassane Dramane Ouattara's long and finally victorious battle for the presidency of Ivory Coast has mirrored some of the problems the world's largest cocoa producer has faced over the past decade or so.

He was twice barred from running in presidential elections because he was regarded as a foreigner - as his mother was from neighbouring Burkina Faso.

He has a reputation as a hard-worker, keen on transparency and good governance.

But his rivals criticise him for being too Western, and say he backed the 2002 attempted coup d'état - something he denies.

However, those rebels now form the bulk of his fighting forces.

Arguments over his nationality came to symbolise the marginalisation felt in the mainly Muslim north, where many migrants from neighbouring countries have settled since independence to work on cocoa farms and plantations.

Following the 2002 civil war, which split the country between the north and south, the constitution, was amended to remove the stipulation

that both a presidential candidate's parents be Ivorian.

This opened the way for Mr Ouattara to take on President Laurent Gbagbo in November 2010 - in polls the UN peacekeeping mission in the country says he won.

But Mr Gbagbo's supporters reacted with outrage, after years of seeing Mr Ouattara demonised on state media as a foreigner and stooge of France, the former colonial power.

Soft-spoken economist Image caption Alassane Ouattara is married to a Frenchwoman, Dominique Folloroux-Ouattara "Ado", as Mr Ouattara is known to his supporters because of his initials, did not start out as a career politician.

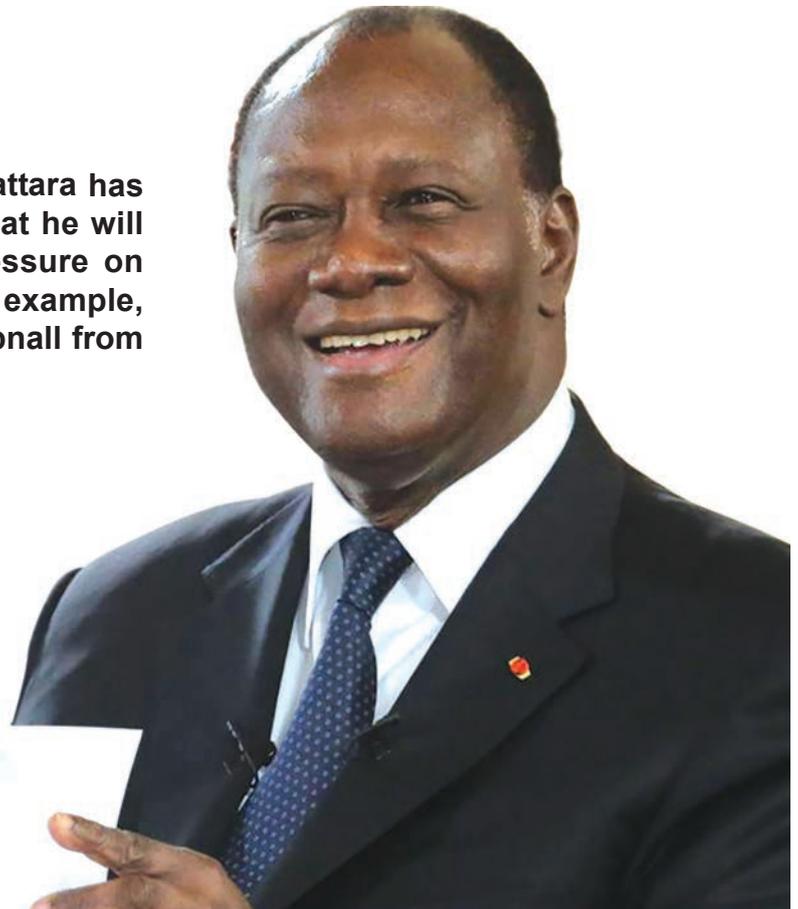
He is an economist by training - studying in the United States - and

has spent much of his career at the International Monetary Fund - where he rose to be deputy head - and the West African Central Bank.

When Ivory Coast's founding father Felix Houphouët-Boigny called him to help rescue Ivory Coast from economic stagnation, he was seen locally as an international technocrat. He then had a brief taste of power when he served as prime minister between 1990 and 1993 under Mr Houphouët-Boigny.

After Mr Houphouët-Boigny died in 1993, Henri Konan Bedie succeeded to the presidency and played the nationalist card, exploiting Mr Ouattara's links to neighbouring Burkina Faso to side-line him from presidential contests.

Months of instability sparked by



attempts to discredit Mr Ouattara culminated in Ivory Coast's first coup in December 1999, by General Robert Guei.

At first the coup appeared to be good news for Mr Ouattara, and several of his supporters assumed senior positions in the military government. But it became clear that Gen Guei planned to run for the presidency himself and he began employing similar tactics to Mr Bedie.

Mr Ouattara was excluded from the December 2000 poll but Gen Guei's attempts to rig the outcome were defeated by massive street protests by supporters of Mr Gbagbo - then a veteran opposition leader.

Mr Ouattara may again have hoped that a change of regime would be good news for him but it was not to be.

Like his two predecessors, Mr Gbagbo found it useful to shore up his new position of power by using nationalism to attack his main rival, a Muslim with a French wife.

Xenophobic attacks on Burkinabes in Abidjan by supporters of Mr Gbagbo were a sign of things to come.

After the 2002 uprising, Mr Gbagbo portrayed himself as under attack from foreign powers.

Mr Gbagbo followed similar tactics after December - and some had worried they might prove too nasty for the soft-spoken economist.

But from his blockaded hotel in Abidjan, where he has been since being declared presidential winner in December, he has squeezed Mr Gbagbo financially - cutting off his access to vital cocoa funds and international finance.

The banking system all but collapsed and cocoa beans piled up in warehouses in the country's ports.

He did show a steely side - long calling for military action to oust Mr Gbagbo, before finally unleashing the former rebels, who backed him, from their northern strongholds to sweep down towards the seat of power in Abidjan.

With former rebel leader Guillaume Soro as his prime minister, Ado is set to finally become Ivory Coast's leader after being thwarted for so many years.

The Ivorian head of state surprised everyone by announcing he would resign from the October 2020 presidential election. The decision, however, was long in the planning and highly strategic.

The Ivorian head of state loves surprises, saying one thing and then doing the opposite. By announcing on 5 March, before the parliamentarians gathered in Congress, that he would not run in the presidential election of October 2020, he has taken everyone by surprise.

Only a handful of his followers knew what he was planning as he made his entrance into the Foundation's amphitheatre. His wife, Dominique, preceded him, surrounded by Vice-President Daniel Kablan Duncan, Amadou Gon Coulibaly, and the Minister of Defence Hamed Bakayoko.

Only a handful of his followers knew what he was planning as he made his entrance into the Foundation's amphitheatre. His wife, Dominique, preceded him, surrounded by Vice-President Daniel Kablan Duncan, Amadou Gon Coulibaly, and the Minister of Defence Hamed Bakayoko.

Matured decision, hurried schedule
At the podium, Alassane Ouattara summed up his nine years as president and told the audience, "During the two terms you have entrusted me with the leadership of our beautiful country, I have always attached particular importance to honouring my commitments. In the same spirit, I had indicated on several occasions, at the time of the adoption of the Constitution of the Third Republic in 2016, that I did not wish to run for another presidential term. Accordingly, I would like to solemnly announce that I have decided not to stand as a candidate in the presidential election of 2020."

Initially, he planned to make the decision in July, then decided to bring forward his schedule.

"The option had been on the table for several weeks. It really took shape at the last African Union summit in early February in Addis Ababa, and then during his stay in France on 14 February," one of his relatives explained.

During that visit to the French capital to inaugurate the Félix Houphouët-Boigny Library of the French Academy of Overseas Sciences, Ouattara looked tired. Many asked, is it time to hand over the reins?

He informed his first circle a few days later of his decision, and it was met with different reactions.

Some wish he would wait a little longer, at least until the International Criminal Court (ICC) decides on the conditions of Laurent Gbagbo's parole. Others plead for him to run in 2020, even if it means then retiring after one or two years. There is nothing to stop this.

Respecting the rules

Despite the doubt surrounding his intentions, he finally decided to keep his word — especially to the French government — and skilfully turned an announcement that had been taken for granted at the beginning of his second term of office, into a historic speech.

"He has always wanted to appear in the eyes of certain African heads of state and the international community as someone who respects the rules," said one of his old friends. "It was unthinkable for him to take the risk that his candidacy would trigger violence, and one day he'd find himself like Blaise Compaoré, forced into exile by the French army."

Does Ouattara's announcement influence the choice of Henri Konan Bédié and Laurent Gbagbo? While it is now certain that the former wants to launch into the race for the top position, the intentions of the latter remain uncertain.

"The president believes that this is the best way to dissuade them from taking the plunge," his entourage explained. "They will now appear out of touch, even within their own party."

MANU DIBANGO



MORT D'UNE LÉGENDE

C'était une voix. C'était un rire. C'était un sourire. C'était une gueule. C'était une carrure. C'était une présence. C'était un génie. C'était un talent. C'était une légende. C'était la générosité faite homme. C'était l'humilité personnifiée. C'était la bonté à l'état pur.

Manu était tout cela à la fois. Difficile de lui trouver un défaut, une imperfection, tant sur le plan artistique qu'humain. Il n'était certainement pas un ange, mais il n'était pas loin de l'être. C'était un homme bien sous tous rapports.

Tous ceux qui l'ont connu, c'est-à-dire la moitié de la planète, sont unanimes. Manu, on l'aimait spontanément. Il dégagait une joie de vivre contagieuse. Quand il entra dans une pièce, il la remplissait de son humanité. Yannick Noah : « Il avait un grand charisme. Au-delà de son talent, c'était quelqu'un de très simple, très abordable, il traitait tous les gens de la même manière. » Alain Bélibi : « Ce qui frappait d'emblée quand on rencontrait Manu Dibango, c'était la distance entre la giga star internationale, et celui que vous aviez devant vous. C'était simplement un homme. »

Ses mélodies ont bercé les vies des générations d'hier et d'aujourd'hui. Elles berceront certainement celles de demain.

Car Manu est une de ces personnes rares qui font partie du patrimoine de l'humanité, et qui habitent continûment la mémoire collective. Il est à ranger dans la catégorie des plus grands : Louis Armstrong, Michael Jackson, Mohammed Ali, Mandela, Pelé, Makéba...

Le Cameroun et l'Afrique sont fiers d'avoir eu un ambassadeur aussi prestigieux et magnifique qui a fait découvrir au monde leurs richesses, leurs singularités et leurs identités culturelles.

Les hommages qui lui sont rendus depuis son départ pour le pays des ancêtres, en particulier ceux des

chefs d'Etat, témoignent de la reconnaissance due à ce baobab dessouché, pour son apport exceptionnel au rayonnement du continent noir à travers le monde.

L'œuvre de Manu ? Irrésumable. Incommensurable. Pantagruélique. Encyclopédique. Si les océans étaient un encrier, et la terre entière, une feuille de papier, il n'y aurait pas assez d'encre et d'espace pour écrire l'histoire artistique d'Emmanuel N'Djoké Dibango.

Quelle histoire en effet ! Manu, c'est d'abord un tube qui n'était pas destiné à être tube : « Soul Makossa », sorti dans les bacs en

Manu est une de ces personnes rares qui font partie du patrimoine de l'humanité, et qui habitent continûment la mémoire collective. Il est à ranger dans la catégorie des plus grands : Louis Armstrong, Michael Jackson, Mohammed Ali, Mandela, Pelé, Makéba...

1972. Un séisme musical qui secoue l'Afrique toute entière avec des répliques dans le monde entier. Il a été l'un des précurseurs de la World Music. L'œuvre musicale du célèbre saxophoniste est traversée par des influences innombrables et variées. Makossa, Rumba, Jazz, Reggae, Rock, Zouk, Soul, Blues...

Il était le maître de la fusion. Pas étonnant qu'il ait été acclamé par les publics du monde entier. De Vienne à Tokyo, de Paris à New York, de Delhi à Mexico, de Douala à Kin, Papa Groove était partout chez lui.

Mais c'est par le Jazz qu'il est entré dans l'univers de la musique. Un

jour, au début des années 50, il entre chez un disquaire. Les rayons sont presque vides. Il achète le seul disque qui reste. Celui de Duke Ellington, l'une des méga stars de la planète jazz. Le jeune Manu tombe sous le charme. Sa décision est prise. Il marchera sur les pas du Duke. On connaît la suite.

Il avait adopté le jazz. Mieux, comme c'était un homme de mélanges, de syncrétisme et de rencontres, il avait marié le Jazz aux sonorités africaines. Fela avait inventé l'Afrobeat. Manu avait enfanté l'Afrojazz.

Homme d'ouverture, il s'était rendu disponible pour la variété française dans les années 70-80. Il avait collaboré avec la plupart de grands noms de la chanson de son pays d'adoption. Par exemple, il avait été cul et chemise avec Nino Ferrer dont il fut un temps, le directeur d'orchestre.

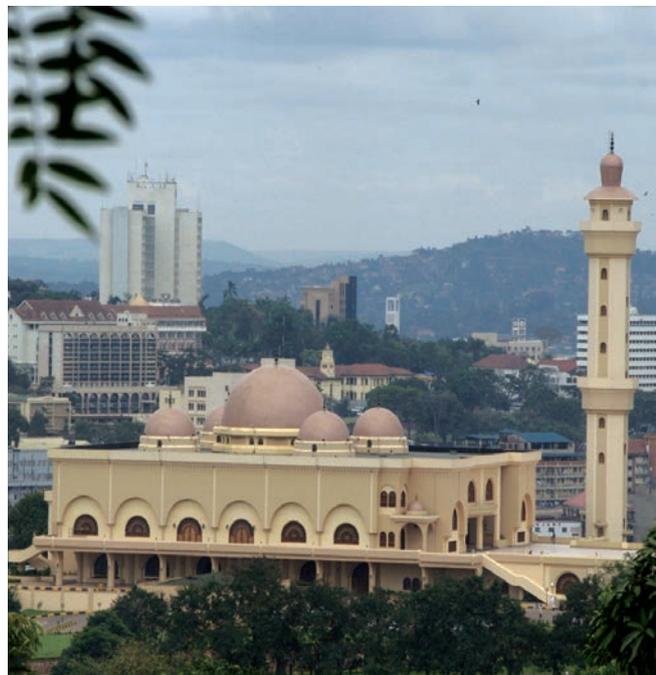
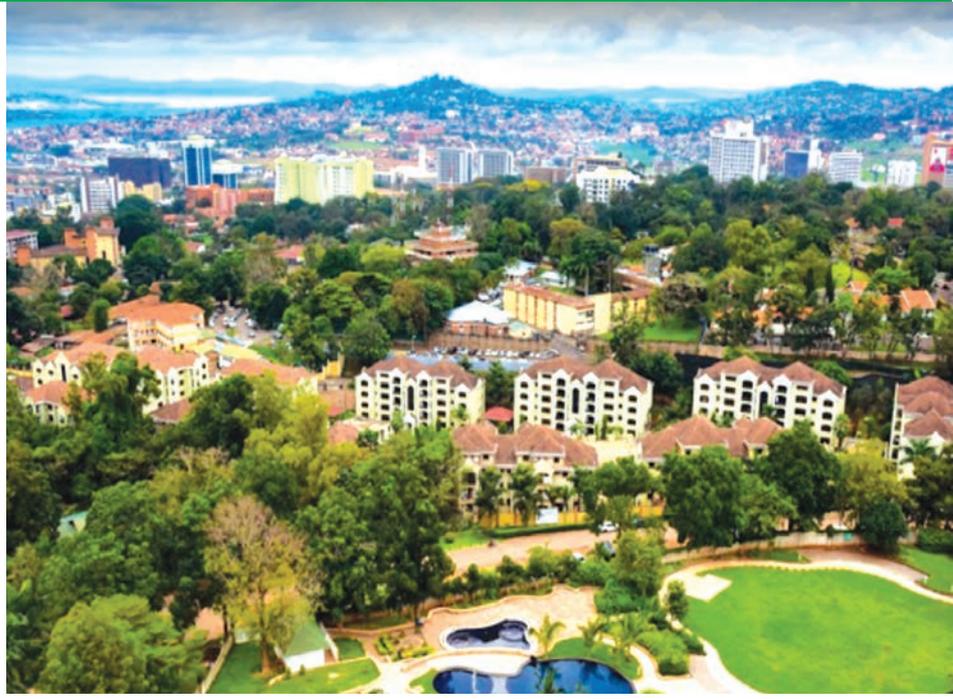
On ne peut pas parler de Manu sans évoquer son saxo. Il fumait des cigares. Mais il fumait davantage son saxo. Il était marié à son saxo. Sa relation avec son objet était si fusionnelle que peu de gens savent qu'il était un multiinstrumentiste. Le piano, l'harmonium, le trombone et l'orgue n'avaient pas de secret pour lui.

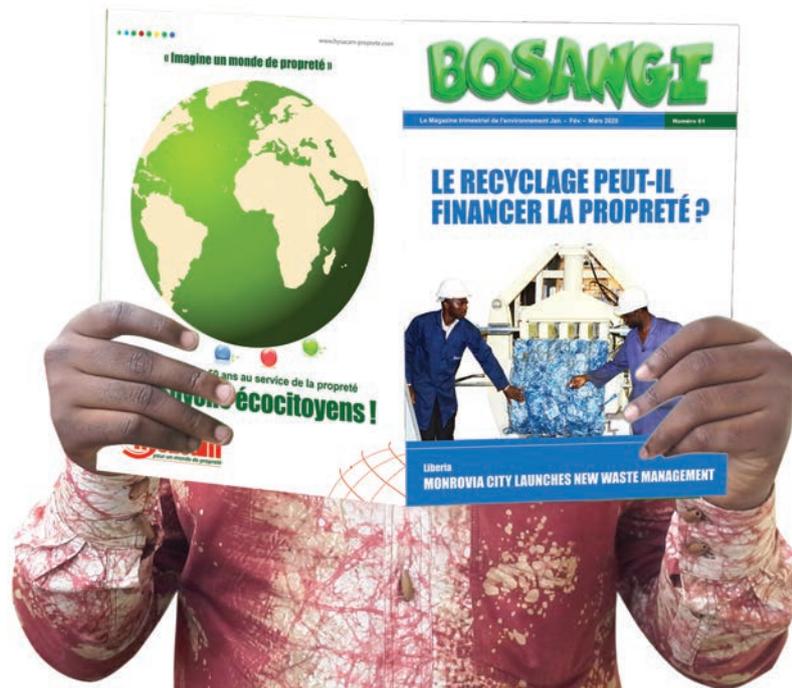
Manu, c'était aussi cette authenticité. Un Africain qui n'avait jamais renié sa race, ses racines, son terroir. Bien qu'il soit arrivé en France à 15 ans, il a conservé son accent de « Kamer ». Il était différent de ces Camerounais qui se mettent « whitiser » dès que leur postérieur se juche sur le siège d'un Boeing d'Air France au départ de Douala...

Dans ses chansons, il a magnifié le Sawa, cette langue qu'il chérissait tant. Manu était monsieur tout le monde. Il était comme nous. Il parlait comme nous. Il nous ressemblait. Il nous rassemblait.

Jean Loïc AMOUGOU

Carte postale





J'ai pris l'habitude de me procurer votre magazine dès que je suis informé de sa parution pour une raison simple. Il est instructif et m'inspire dans mes recherches universitaires.

Le thème que vous avez traité dans le précédent numéro, « le recyclage peut-il financer la

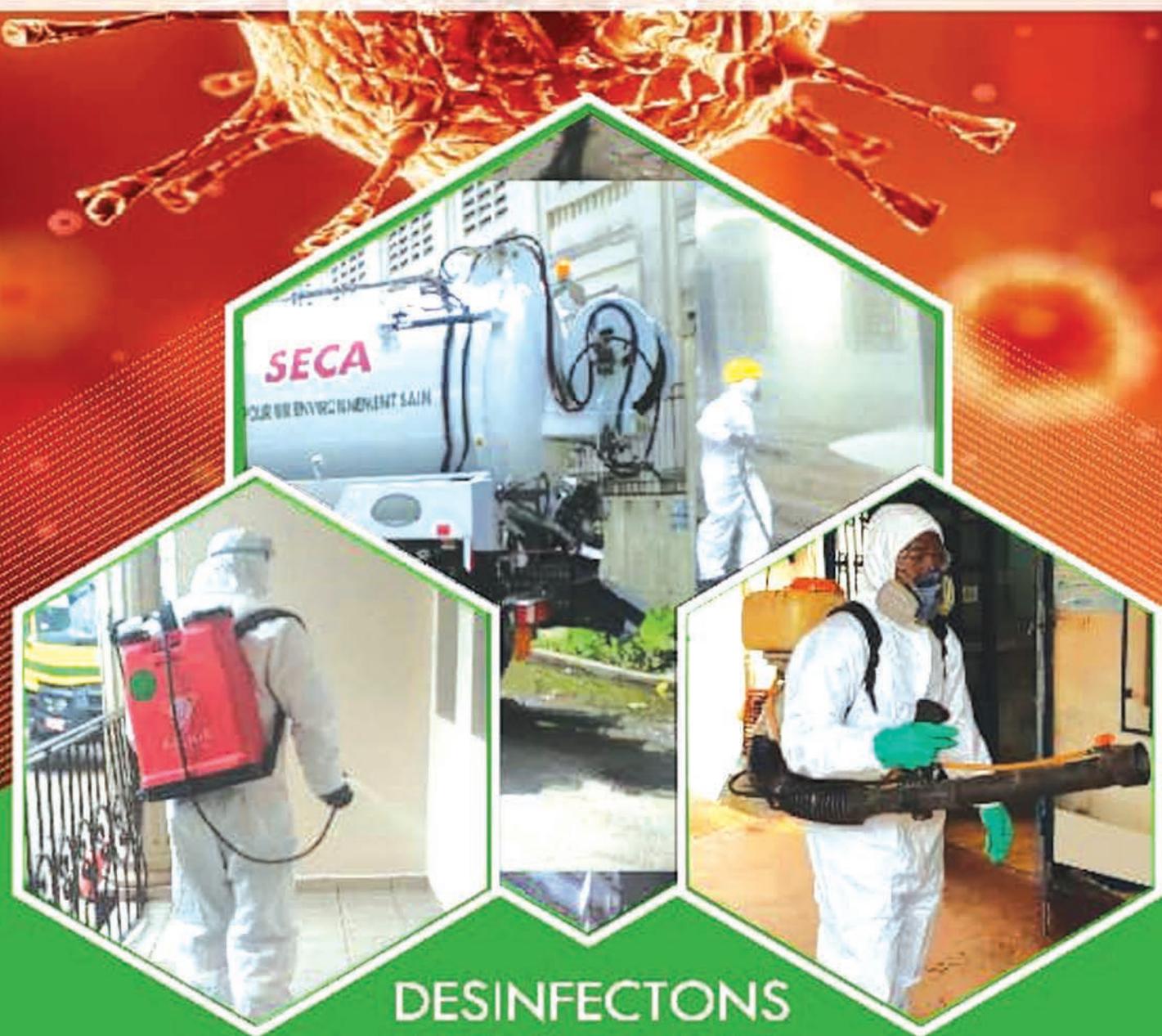
propreté ? » est digne d'intérêt. Personnellement, je ne crois pas que cela soit possible en Afrique. Les pouvoirs publics (Etats, municipalités) avec l'appui du secteur privé doivent continuer à financer la propreté en Afrique.

Toutefois, vos lecteurs doivent savoir que le recyclage des

déchets en Afrique est business juteux, mais ignoré. C'est une niche dans laquelle il faut absolument investir. Le recyclage de toutes sortes d'ordures est une excellente opportunité d'affaires qu'il est nécessaire de saisir.

Jean Marc Edjente, Doctorant

AGISSONS ENSEMBLE POUR ARRETER LA PROPAGATION DU COVID-19



DESINFECTONS
NOS LOCAUX
PAR DES PROFESSIONNELS



« **Imagine un monde de propreté** »



Hysacam, 50 ans au service de la propreté

Soyons écocitoyens !

